



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2011 B 24773

Numéro SIREN : 538 184 128

Nom ou dénomination : ETERNAM

Ce dépôt a été enregistré le 15/04/2013 sous le numéro de dépôt 34870



1303490103

DATE DEPOT : 2013-04-15
NUMERO DE DEPOT : 2013R034870
N° GESTION : 2011B24773
N° SIREN : 538184128
DENOMINATION : ETERNAM
ADRESSE : 153 boulevard Haussmann 75008 Paris
DATE D'ACTE : 2013/02/05
TYPE D'ACTE : STATUTS A JOUR
NATURE D'ACTE :

113 24773

Grefte du Tribunal de
Commerce de Paris
I M R

15 AVR. 2013

N° DE DÉPOT 34870

ETERNAM

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 50 000 EUROS

SIEGE SOCIAL : 153 BOULEVARD HAUSSMANN

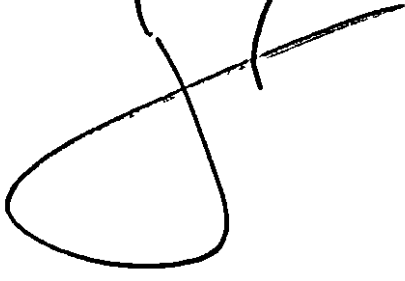
75008 PARIS

538 184 128 RCS PARIS

STATUTS

Mis à jour après l'Assemblée Générale Extraordinaire
en date du 5 Février 2013

certifié conforme



I – STATUTS

ARTICLE 1 - FORME

La Société est une société par actions simplifiée, régie par les dispositions légales et réglementaires applicables, ainsi que par les présents statuts. Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

- les transactions sur immeubles de bureaux, d'habitation, fonds de commerce, murs de boutiques, murs d'hôtels, centres commerciaux, locaux d'activité, résidences services, vendus en bloc à un seul investisseur ou à une association d'investisseurs,
- le courtage en crédit immobilier en lien avec ces transactions,
- le conseil pour ce type de transaction,
- et, plus généralement, d'effectuer toutes opérations industrielles, commerciales, mobilières, immobilières ou financières se rattachant directement ou indirectement aux objets ci-dessus, pouvant lui être utiles ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La Société a pour dénomination sociale « ETERNAM ».

Tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 153, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du Président, et en tout autre lieu par décision de l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, par décision ordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt dix-neuf (99) ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 – APPORTS

Lors de la constitution, Groupe Cyrus Conseil SAS, Monsieur Sacha Rubinski et Westhampton Patrimoine SARL ont fait les apports en numéraire suivants :

- Groupe Cyrus Conseil SAS, une somme de 30 000 euros,
- Monsieur Sacha Rubinski, une somme de 10 000 euros,
- Westhampton Patrimoine SARL, une somme de 10 000 euros,

soit au total, d'une somme de cinquante mille euros (50 000 €), correspondant à cinq cents actions (500) d'une valeur nominale de cent euros (100 €) chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées, ainsi qu'il résulte du certificat du dépositaire établi le 13 octobre 2011, laquelle somme a été déposée, pour le compte de la société en formation, à la banque LCL, agence de la Bourdonnais, Paris 7e.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de cinquante mille euros (50 000 €), divisé en cinq cents (500) actions d'une valeur nominale de cent euros (100 €) chacune, intégralement libérées, toutes de mêmes catégorie.

ARTICLE 8 – MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective des associés.

L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, les associés peu(ven)t également déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation du capital.

ARTICLE 9 – FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

La matérialité des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes d'associés tenus à cet effet par la Société.

À la demande de tout associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

ARTICLE 10 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2. L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, les associés ne supporte(nt) les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

3. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

4. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

5. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

6. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

7. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.



Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique pris en la personne d'un autre associé. En cas de désaccord, le mandataire sera désigné en justice à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions concernant l'approbation des comptes et l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Le droit de l'associé d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-proprétaire d'actions.

ARTICLE 11 – TRANSFERT DES ACTIONS

Tout transfert d'actions de la Société est soumis, à peine de nullité, au respect des dispositions statutaires, et notamment, des clauses d'agrément.

Le transfert s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est retranscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, il doit également être signé par le cessionnaire et mention doit être faite de la fraction non libérée.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

ARTICLE 12 – AGREMENT EN CAS DE CESSION ENTRE VIFS

12.1 En cas de pluralité d'associés, tout transfert d'actions de la Société entre vifs (à des personnes physiques ou morales ou toute autre entité, y compris entre associés, entre conjoints et entre ascendants et descendants), est, à peine de nullité, soumise à l'agrément préalable de la Société dans les conditions stipulées ci-après.

12.2 En cas de projet de transfert d'actions par un associé, il devra notifier à la Société par lettre recommandée avec accusé de réception ou lettre remise en mains propres sa demande d'agrément, en indiquant les nom, prénoms et adresse (ou, selon le cas, dénomination, siège social, numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, ainsi que les éléments permettant d'identifier les personnes qui le contrôle) du cessionnaire, le nombre des actions dont le transfert est envisagé, ainsi que le prix (ou la contrepartie) offert(e) et les conditions du transfert.

12.3 L'agrément résulte soit d'une notification faite par la Société au cédant, soit du défaut de réponse dans le délai de trois (3) mois à compter de la réception (étant entendue comme la date de première présentation) de la notification de la demande.

La décision d'agrément est prise par décision collective des associés.

La décision des associés relative à l'agrément sollicité n'a pas à être motivée et, en cas de refus, ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

Le cédant est informé de la décision, par lettre recommandée avec accusé de réception ou lettre remise en mains propres en cas de refus.

Si la cession est agréée ou réputée agréée, elle devra être régularisée dans le délai maximal de deux (2) mois à compter, selon le cas, de la réception (étant entendue comme le date de première présentation) de la notification d'agrément faite par la Société au cédant ou de l'expiration du

délai visé ci-dessus. A défaut, le cédant devra à nouveau, préalablement à toute cession d'actions, faire une demande d'agrément.

En cas de refus, le cédant disposera d'un délai de vingt (20) jours à compter de la réception (étant entendue, si la notification est faite par lettre recommandée avec accusé de réception, comme le date de première présentation) de la notification du refus pour faire savoir à la Société (par lettre recommandée avec accusé de réception ou lettre remise en mains propres) s'il renonce, le cas échéant, à son projet de cession.

- 12.4 Dans le cas où le cédant ne renoncerait pas à son projet de cession, le Président est tenu, dans le délai de six (6) mois à compter de la réception (étant entendue, si la notification est faite par lettre recommandée avec accusé de réception, comme le date de première présentation) par le cédant de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par d'autres associés ou par des tiers dans les conditions précisées ci-après, soit, avec le consentement du cédant, par la Société en vue d'une réduction du capital.

À cet effet, le Président avise les autres associés de la cession projetée, par lettre recommandée avec accusé de réception ou lettre remise en mains propres, en invitant chacun d'eux à lui indiquer le nombre d'actions qu'il veut acquérir.

Les offres d'achat sont adressées par les autres associés au Président, par lettre recommandée avec accusé de réception ou lettre remise en mains propres, dans les trente (30) jours de la notification qu'ils ont reçue. La répartition, entre les autres associés qui se portent acquéreurs, des actions cédées est faite par le Président, proportionnellement à leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes. Il est précisé que les cessions qui interviendraient dans ce cadre au profit des autres associés ne seraient pas soumises à l'agrément de la Société.

Si aucune demande d'achat n'a été adressée au Président dans le délai ci-dessus, ou si les demandes ne portent pas sur la totalité des actions, le Président peut faire acheter par des tiers les actions n'ayant pas fait l'objet d'une offre de la part des associés, étant précisé que la cession à des tiers sera soumise à l'agrément de la Société pris par décision collective des associés.

Avec l'accord du cédant, tout ou partie des actions peuvent également être achetées par la Société, qui est alors tenue de les céder dans un délai de six (6) mois ou de les annuler. Le Président ou, dix (10) jours après mise en demeure par un autre associé restée infructueuse, un autre associé sollicite l'accord du cédant par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre remise en mains propres. Le cédant dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réception (étant entendue, si la notification est faite par lettre recommandée avec accusé de réception, comme le date de première présentation) de la notification pour y répondre ; à défaut, il sera présumé avoir refusé.

En cas d'accord, une décision collective des associés est sollicitée à l'effet de décider du rachat des actions par la Société et de la réduction corrélative du capital social. La convocation doit intervenir suffisamment tôt pour que soient respectés les délais de procédure d'agrément.

Dans tous les cas d'achat ou de rachat visés ci-dessus, le prix des actions sera, à défaut d'accord entre les parties, déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le vendeur et par l'acquéreur.

- 12.5 Si la totalité des actions n'a pas fait l'objet d'offre d'achat d'associés ou de tiers ou de rachat par la Société dans le délai de six (6) mois à compter de la notification du refus d'agrément, le cédant peut réaliser le transfert pour lequel l'agrément a été sollicité dans les conditions spécifiées dans sa demande d'agrément, pour la totalité des actions cédées, nonobstant les offres d'achat partielles qui auraient pu être faites.

Ce délai de six (6) mois peut être prolongé par ordonnance de référé du Président du tribunal de commerce, non susceptible de recours, à la demande de la Société, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

- 12.6 Dans le cas où la totalité des actions offertes fait l'objet d'offres d'achat par des associés ou des tiers ou de rachat par la Société, le Président notifie au cédant par lettre recommandée avec

accusé de réception ou lettre remise en mains propres, les nom, prénoms et domicile (ou, selon le cas, dénomination, siège social, numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés) du ou des acquéreurs, ainsi que la répartition entre eux des actions à acquérir.

Sauf convention entre les parties, le prix d'achat ou de rachat est payé comptant.

- 12.7 Dans les huit (8) jours de la réception (étant entendue comme la date de première présentation) par le cédant de la notification prévue à l'article 12.6, avis est donné au cédant, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'avoir, dans les quinze (15) jours de la réception (étant entendue comme la date de première présentation) dudit avis, à faire connaître s'il renonce à la cession ou, dans le cas contraire, à se présenter au siège social pour toucher ce prix (lequel n'est pas productif d'intérêt), sauf accord différent entre les parties sur les délais de paiement du prix, ainsi que pour signer l'ordre ou les ordres de mouvement. Faute pour le cédant de se présenter dans le délai de quinze (15) jours susvisé ou d'avoir, dans ce délai, notifié à la Société sa renonciation, la cession au nom du ou des acquéreurs est régularisée d'office par un ordre de mouvement signé du Président ou d'un délégué du Président sans qu'il soit besoin de la signature du titulaire des actions, avec effet à la date de cette régularisation.
- 12.8 Les dispositions qui précèdent sont applicables dans tous les cas de transfert de la pleine propriété, de la nue propriété ou de l'usufruit des actions, à quelque titre que ce soit, notamment par voie de vente, d'apport en société, d'apport partiel d'actif ou autrement, que ce soit à titre gratuit ou à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice. Elles sont également applicables en cas de fusion ou de scission.

Elles s'appliquent, *mutatis mutandis*, à toutes les cessions de titres, droits ou valeurs mobilières émis par la Société, pouvant donner, immédiatement ou à terme, des droits quelconques, partiels ou globaux, à une fraction du capital, des bénéfices ou des droits de vote dans la prise de décisions collectives de la Société ou de toutes sociétés qui viendraient à ses droits après une opération de fusion, d'apport partiel d'actif, ou opération assimilée, ainsi qu'à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission.

Elles sont également applicables à la cession du droit de souscription à une augmentation de capital en numéraire et à la renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées. Dans l'un et l'autre cas, le droit d'agrément et les conditions de rachat stipulés au présent article s'exercent sur les actions souscrites, et le délai imparti à la Société pour notifier au tiers souscripteur s'il accepte ou non celui-ci comme associé est de trente (30) jours à compter de la décision d'augmentation de capital.

ARTICLE 13 – AGREMENT EN CAS DE MUTATION PAR DECES

En cas de décès d'un associé personne physique, les héritiers et ayants droit de ce dernier (même s'ils ont déjà la qualité d'associés) devront obtenir l'agrément préalable de la Société dans les conditions prévues à l'article précédent.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers et ayants droit devront justifier de leur qualité et, à cet effet, fournir, dans les quarante-cinq (45) jours du décès la copie d'un acte de notoriété ou un extrait d'intitulé d'inventaire.

Dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la production de ces documents, le Président ou, à défaut, un autre associé adressera à chacun des associés survivants une lettre recommandée avec avis de réception ou une lettre remise en mains propres leur faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers et ayants droit de l'associé décédé ayant fourni ces documents, ainsi que le nombre d'actions dont l'associé décédé était propriétaire et provoquera une consultation des associés afin qu'ils se prononcent sur l'agrément de ces héritiers et ayants droit.

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la production ou de la délivrance des pièces héréditaires, le consentement à la transmission des actions aux héritiers et ayants droit concernés sera réputé acquis, à moins que les associés n'aient décidé, dans

le même délai, la dissolution de la Société. Les héritiers et ayants-droit concernés seront, en cas de refus, informés par lettre recommandée avec accusé de réception. Si l'agrément est refusé pour l'un quelconque de ces héritiers et ayants-droits, les associés seront tenus, à compter de ce refus, d'acquiescer personnellement ou de faire acquiescer les titres dont l'attribution n'aura pas été agréée, ou, éventuellement, de les faire acheter par la Société.

A cet effet, le Président devra suivre la procédure prévue aux articles 12.4. à 12.8, *mutatis mutandis*, étant précisé que (i) les délais de six (6) mois et trente (30) jours de l'article 12.4 sont ramenés respectivement à trois (3) mois et quinze (15) jours et que (ii) dans l'hypothèse où l'ensemble des actions du défunt feraient l'objet d'offres d'achat par des associés ou des tiers ou de rachat par la Société, le prix de cession, pour ceux des héritiers et ayants droit qui auront respecté le délai de quarante-cinq (45) jours pour la production des documents héréditaires à la Société, leur sera réglé de la manière suivante :

- une somme correspondant au montant des droits de succession dus par les héritiers concernés devra leur être payée au plus tard dans les six (6) mois du décès,
- le solde devant être payé au plus tard dans les douze (12) mois du décès.

Tout retard dans le paiement du prix entraîne de plein droit, et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal en vigueur au jour du décès, à partir de la date d'expiration du délai de paiement, sous réserve toutefois de la signature par le ou les cédants des ordres de mouvements sur les titres concernés, sans préjudice de tout autre recours légal.

Si à l'expiration du délai de trois (3) mois à compter de la notification de refus de l'agrément auxdits héritiers et ayants droit, aucune des deux solutions d'achat ou de rachat n'est intervenue, la transmission des actions sera définitive, à moins que les associés n'aient décidé, dans le même délai, la dissolution de la Société.

ARTICLE 14 – EXCLUSION D'UN ASSOCIE – CHANGEMENT DU CONTROLE D'UN ASSOCIE - RETRAIT OBLIGATOIRE

14.1 Obligation d'information à peine d'exclusion

Tout associé, à l'exception de Groupe Cyrus SAS, a l'obligation d'informer la Société et chacun des autres associés de toute modification de la répartition des parts ou actions composant son capital entre les associés ou actionnaires qui les détiennent, étant expressément stipulé en tant que de besoin que le décès de l'un de ses associés ou actionnaires constituera une modification au sens du présent article 14. »

14.2 Exclusion d'un associé

L'exclusion d'un associé pourra être décidée par les associés, dans les conditions stipulées à l'article 14.4, dans les cas suivants :

- s'il s'agit du Président ou du Directeur Général, violation des dispositions de l'article 19.1 ;
- violation des dispositions de l'article 14.1 ;
- non respect de l'article 25 des statuts contenant une clause de non débauchage et de non démarchage ;
- modification de la répartition des parts ou actions composant le capital d'une société associée entre les associés ou actionnaires qui les détiennent (étant précisé en tant que de besoin qu'une augmentation de capital n'ayant pas pour effet de modifier cette répartition ne constituera pas un cas de mise en jeu de la procédure d'exclusion mais que le décès de l'un de ses associés ou actionnaires constituera une modification au sens du présent article 14) ;
- modification du contrôle d'un associé au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ; à cet égard, tout associé dont le contrôle est modifié au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce doit, dès cette modification, en informer le Président de la Société ou, s'il est Président ou un associé personne morale contrôlé par le Président, l'ensemble des autres associés ;

étant expressément stipulé que la société Groupe Cyrus SAS ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une exclusion. »

14.3 Retrait obligatoire d'un associé

Tout personne physique détenant, directement ou indirectement par le biais d'une société qu'il contrôle au sens des dispositions de l'article L. 233-3 du Code de commerce, des actions de la Société qui viendrait à ne plus exercer de fonctions, pour quelque cause que ce soit, ni au sein de la Société, ni au sein de la société Cyrus Conseil, ni au sein de la société Groupe Cyrus Conseil ni au sein de l'une quelconque de leurs filiales, que ce soit dans le cadre d'un contrat de travail, d'un mandat social ou d'un contrat de prestation de services conclu avec l'une de ces sociétés par elle-même ou par une société qu'il contrôle au sens des dispositions de l'article L. 233-3 du Code de commerce a l'obligation, si les associés le décident dans les conditions de l'article 14.3, de céder ou faire céder par la société concernée l'intégralité des actions de la Société qu'il détient directement ou indirectement par le biais d'une autre société qu'il contrôle au sens des dispositions de l'article L. 233-3 du Code de commerce, dans les conditions ci-après prévues.

Toutefois et par exception, il est expressément convenu qu'en cas d'incapacité temporaire, quelle qu'en soit la cause pour une période inférieure à un (1) an, les dispositions du présent article ne trouveront pas à s'appliquer.

Inversement, si l'incapacité est supérieure à un (1) an, même entrecoupée par des retours périodiques ne dépassant pas trois (3) mois, ces dispositions seront applicables.

14.4 Procédure d'exclusion ou de retrait obligatoire

En cas de survenance de l'un des cas visés aux articles 14.2 ou 14.3, les associés seront consultés conformément aux dispositions de l'article 19, étant précisé qu'ils seront convoqués ou consultés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La décision ne pourra pas être prise sans que l'associé susceptible d'être exclu ou contraint à se retirer ait été informé que cette décision est envisagée ni sans que les raisons qui ont conduit à envisager que cette décision soit prise lui aient été exposées par lettre recommandée avec accusé de réception adressée soit par le Président, soit par un autre associé si cet associé est le Président ou une société contrôlée par le Président. L'associé concerné devra également être invité à présenter aux autres associés les motifs de son désaccord éventuel avec cette mesure avant que la décision soit prise, la représentation par mandataire étant expressément exclue, sauf cas d'incapacité physique, dûment prouvée.

Un délai de quinze (15) jours entre la date d'envoi de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à l'associé concerné et la date de l'assemblée générale devra être respectée.

La décision des associés sera prise à la majorité des voix dont disposent tous les associés.

La décision d'exclusion peut prononcer la suspension des droits non pécuniaires de l'associé concerné jusqu'à la date de cession de ses actions.

L'assemblée peut également accorder un délai à l'associé concerné pour régulariser sa situation.

La décision de l'assemblée générale doit être dûment motivée sauf en cas de cessation de toutes fonctions au sein de la Société ou des sociétés Cyrus Conseil, Groupe Cyrus Conseil et de l'une de leurs filiales, de changement de contrôle d'un associé.

Le Président ou, si l'associé susceptible d'être exclu ou contraint à se retirer est le Président, l'un quelconque des autres associés notifiera par lettre recommandée avec accusé de réception à l'associé concerné la décision des associés.

Si les associés décident l'exclusion ou le retrait obligatoire, les actions de la Société détenues directement par l'associé concerné ou indirectement par le biais d'une société qu'il contrôle au sens des dispositions de l'article L. 233-3 du Code de commerce devront être cédées par l'associé concerné dans les six (6) mois de la décision des associés, dans le respect de la procédure d'agrément prévue à l'article 12 *mutatis mutandis* (étant précisé que le cédant ne pourra pas renoncer à son projet de cession en cas de refus d'agrément).

ARTICLE 15 – PRESIDENT

15.1 Nomination

La Société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la Société. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président est nommé par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective des associés.

15.2 Durée des fonctions - Rémunération

La durée des fonctions de Président est de trois (3) ans et prend fin, en cas de pluralité d'associés, à l'issue de la réunion de l'assemblée générale des associés statuant sur (ou, à défaut, immédiatement après la décision de l'associé unique statuant sur) les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Le Président est rééligible sans limitation.

Sa rémunération, le cas échéant, est fixée par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective des associés. Le Président obtiendra remboursement, sur présentation des justificatifs, des dépenses effectuées dans le cadre de sa mission pour le compte de la Société.

15.3 Cessation des fonctions

Le Président peut démissionner à tout moment, sous réserve qu'il en informe chacun des associés deux (2) mois au moins à l'avance. Il peut être dispensé de son préavis par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective des associés.

En cas de décès, démission, ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions supérieur à deux (2) mois, il est pourvu à son remplacement par une personne désignée par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective des associés.

Pendant la durée de son mandat, le Président ne peut être révoqué que par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective des associés.

La révocation n'a pas à être motivée. Elle ne peut en aucun cas donner lieu à indemnité.

15.4 Pouvoirs

Le Président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

ARTICLE 16 – DIRECTEUR GENERAL

16.1 Nomination

L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, les associés peu(ven)t nommer un Directeur Général, personne physique ou morale. Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

16.2 Durée des fonctions - Rémunération

La durée des fonctions du Directeur Général est de trois (3) ans et prend fin, en cas de pluralité d'associés, à l'issue de la réunion de l'assemblée générale des associés statuant sur (ou, à défaut, immédiatement après la décision de l'associé unique statuant sur) les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Le Directeur Général est rééligible sans limitation.

Sa rémunération, le cas échéant, est fixée par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective des associés. Le Directeur Général obtiendra remboursement, sur présentation des justificatifs, des dépenses effectuées dans le cadre de sa mission pour le compte de la Société.

16.3 Cessation des fonctions

Le Directeur Général peut démissionner à tout moment, sous réserve qu'il en informe chacun des associés deux (2) mois au moins à l'avance. Il peut être dispensé de son préavis par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective des associés.

En cas de décès, démission, ou empêchement du Directeur Général d'exercer ses fonctions supérieur à deux (2) mois, il pourra être pourvu à son remplacement par une personne désignée par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective des associés. Pendant la durée de son mandat, le Directeur Général ne peut être révoqué que par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective des associés.

La révocation n'a pas à être motivée. Elle ne peut en aucun cas donner lieu à indemnité.

16.4 Pouvoirs

Le Directeur Général représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social étant précisé qu'aucune des décisions suivantes ne peut être prise ni aucune des actions suivantes entreprises par le Directeur Général sans l'autorisation préalable du Président :

- tous emprunts, à l'exception des découverts bancaires dans la limite de 15 000 euros,
- la conclusion ou la résiliation de tout contrat d'approvisionnement ou de fourniture, portant sur un montant supérieur à 15 000 euros hors taxes par an,
- l'embauche d'un salarié dont la rémunération brute annuelle, tous éléments confondus, excède 15 000 euros,
- toutes opérations d'investissement ou de désinvestissement d'un montant supérieur à 15 000 euros,
- plus généralement, toute opération ou action qui résulterait en un engagement de la Société d'un montant supérieur à 15 000 euros.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

ARTICLE 17 – DROIT D'INFORMATION

L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des associés sont communiqués à chacun d'eux à l'occasion de toute consultation.

Par ailleurs, tout associé peut se faire communiquer tous documents sociaux sans réserve, poser toutes questions écrites sans limitation auxquelles il devra être répondu dans les meilleurs délais.

ARTICLE 18 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

A. Associé unique

Les conventions intervenues, directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant, associé unique, sont mentionnées au registre des décisions de l'associé unique.

Si l'associé unique n'est pas dirigeant, les conventions conclues entre le Président et la Société sont soumises à l'approbation préalable de l'associé unique.

B. Pluralité d'associés

1. Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le Président présente aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

À cette fin, le Président et tout intéressé doivent aviser le commissaire aux comptes s'il en a été désigné un des conventions intervenues, dans le délai d'un mois de la conclusion desdites conventions. Lorsque l'exécution de conventions conclues au cours d'exercices antérieurs a été poursuivie au cours du dernier exercice, le commissaire aux comptes est informé de cette situation par le Président, dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice.

Les associés statuent chaque année sur ce rapport aux conditions des décisions ordinaires.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

2. Sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes, s'il en a été désigné un, par le Président et tout intéressé dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice.

Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

3. Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 19 – DECISIONS DES ASSOCIES

19.1 Outre les décisions pour lesquelles la loi impose une décision unanime des associés, doivent être prises par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, collectivement par les associés les décisions relatives à :

- l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital,
- la création d'actions de préférence ;
- l'émission par la Société de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance ;
- la suppression du droit préférentiel de souscription des associés ;
- la fusion, la scission, l'apport partiel d'actifs (à ou par la Société) soumis au régime des scissions,
- la dissolution de la Société, la nomination d'un ou plusieurs liquidateur(s) et les décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- la transformation de la Société en une société d'une autre forme,
- toute autre modification des statuts à l'exception du transfert du siège social en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe,

- la nomination des commissaires aux comptes,
- la nomination, la révocation du Président, ainsi qu'à sa rémunération,
- la nomination, la révocation d'un Directeur Général, ainsi qu'à sa rémunération,
- l'émission d'obligations,
- l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats,
- l'approbation des conventions intervenues entre un dirigeant et la Société (sauf s'il s'agit du Président dans le cas où le Président est également associé unique),
- toute décision requise dans le cadre des clauses d'agrément en cas de transferts entre vifs ou de mutation en cas de décès,
- l'exclusion ou le retrait obligatoire d'un associé,
- la création de filiales,
- l'acquisition ou la cession de participations dans le capital de toute société,
- l'acquisition, la cession ou l'apport d'actifs immobiliers, de fonds de commerce ou d'éléments incorporels de fonds,
- l'adhésion à tout groupement d'intérêt économique ou à d'autres organismes pouvant entraîner la responsabilité solidaire et indéfinie de la Société,
- la prise ou la mise en location gérance de fonds de commerce,
- la prise ou la mise en location de biens immobiliers,
- la suspension ou l'arrêt d'une branche d'activité,
- la conclusion de contrats de crédit bail immobilier,
- la création ou la suppression de succursales ou d'établissements secondaires,
- la constitution de sûretés réelles sur les actifs de la Société,
- l'octroi de cautions, avals ou garanties,
- l'octroi de prêt à tout tiers,
- tous emprunts, à l'exception des découverts bancaires dans la limite de cent mille euros (100 000 €),
- la conclusion ou la résiliation de tout contrat d'approvisionnement ou de fourniture, portant sur un montant supérieur à cent mille euros (100 000 €) hors taxes par an,
- l'embauche d'un salarié dont la rémunération brute annuelle, tous éléments confondus, excède cent mille euros (100 000 €),
- toutes opérations d'investissement ou de désinvestissement d'un montant supérieur à cent mille euros (100 000 €),
- plus généralement, toute décision exceptionnelle stratégique et/ou de nature à modifier de façon significative le fonctionnement de la Société et/ou la nature ou l'étendue de ses activités,
- ainsi que toute autre décision pour laquelle une décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, une décision collective des associés est requise par les statuts.

Toute autre décision relève de la compétence du Président ou du Directeur Général, sous réserve, pour ce dernier, des limitations de pouvoirs définies à l'article 16.4.

S'il n'y a qu'un seul associé, les décisions de l'associé unique sont répertoriées dans un registre coté et paraphé soit par un juge du tribunal de commerce, soit par un juge du tribunal d'instance, soit par le maire de la commune.

En cas de pluralité d'associés, les dispositions qui suivent sont applicables.

- 19.2 Les décisions collectives des associés sont prises, au choix de la personne qui prend la décision de consulter les associés, en assemblée, par consultation à distance ou par acte sous seing privé. Tous moyens de communication - vidéo, visioconférence, courriel, télex, fax, etc. - peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Sont toutefois nécessairement prises en assemblée les décisions relatives à l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, la création d'actions de préférence, l'émission par la Société de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, la suppression du droit préférentiel de souscription des associés, la fusion, la scission, l'apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions, la dissolution, la transformation en une société d'une autre forme, la nomination des commissaires aux comptes, l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats, toute décision requise dans le cadre des clauses d'agrément en cas de transferts entre vifs ou de mutation en cas de décès, l'exclusion ou le retrait obligatoire d'un associé.

La décision de consulter les associés appartient au Président ou à un ou plusieurs associés représentant au moins 30 % du capital ou, en cas de carence, au commissaire aux comptes ou à un mandataire désigné en justice.

- 19.3 L'assemblée est convoquée par l'initiateur de la consultation. Elle est réunie au siège social ou en tout autre lieu en France métropolitaine indiqué par l'auteur de la convocation.

La convocation est faite par tous moyens huit (8) jours au moins avant la date de la réunion, étant précisé que l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent. Elle indique l'ordre du jour. L'auteur de la convocation donne connaissance aux associés par tout moyen approprié du texte des résolutions qui seront soumises à leur vote, ainsi que de tous documents nécessaires à l'information des associés.

S'il en est ainsi décidé par l'auteur de la convocation, tout associé pourra participer et voter à l'assemblée par visioconférence ou tout autre moyen de télécommunication permettant leur identification.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit son Président. L'assemblée convoquée à l'initiative du commissaire aux comptes est présidée par celui-ci. À chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le Président de séance. Le procès-verbal doit indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du président de séance, l'identité des associés présents et représentés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé. Le Président peut se faire assister d'un secrétaire de son choix.

L'assemblée ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins 50% des actions composant le capital social de la Société.

- 19.4. En cas de consultation à distance, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux, par tous moyens. S'il en a été désigné un, le Commissaire aux comptes est informé de cette consultation en même temps que les associés. Les associés disposent d'un délai de huit (8) jours à compter de la réception (étant entendue comme le date de première présentation s'il s'agit d'une lettre recommandée avec accusé de réception) des projets de résolutions pour émettre leur vote en l'adressant à la Société. Le vote peut être émis par tous moyens, étant précisé que chaque associé est responsable du mode d'expression de son vote choisi et qu'il ne pourra en aucun cas rendre responsable la Société ou le Président de tout incident lié à la transmission de son vote. Tout associé n'ayant pas répondu dans ce délai est considéré comme n'ayant pas pris part au vote.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi par l'initiateur de la consultation, sur lequel est reportée la réponse de chaque associé.

Les décisions prises par voie de consultation écrite ne le sont valablement que si les associés ayant émis leur vote, soit directement soit par l'intermédiaire d'un mandataire, représentent au moins 50% des actions composant le capital social.

- 19.5 Les décisions prises par acte sous seing privé ne le sont valablement que si tous les associés sont parties à l'acte, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un mandataire. S'il en a été désigné un, le commissaire aux comptes est tenu informé des projets d'acte emportant prise de décision ; une copie de l'acte projeté lui est adressée sur simple demande.
- 19.6 Chaque associé a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par un mandataire choisi parmi les autres associés.
- 19.7 S'il en a été désigné un, le commissaire aux comptes doit être invité à participer à toute décision collective, en même temps et dans la même forme que les associés. Il en est de même du comité d'entreprise, le cas échéant.
- 19.8 Les procès-verbaux des assemblées et des consultations écrites, ainsi que les actes sous seing privé comportant des décisions collectives, sont reportés dans un registre coté et paraphé. Les copies de procès-verbaux ou extraits des délibérations sont certifiés conformes par le Président ou le Directeur Général.

19.9 Majorité

Les associés statuent à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés, sous réserve de dispositions légales ou statutaires particulières et des dispositions suivantes :

- l'approbation des comptes annuels, l'affectation des résultats, l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, la création d'actions de préférence, l'émission par la Société de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, la suppression du droit préférentiel de souscription des associés, la fusion, la scission, l'apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions, la dissolution, la transformation en une société d'une autre forme, la nomination des commissaires aux comptes, les nomination, révocation et rémunération du Président et du Directeur Général, l'exclusion d'un associé, toute décision requise dans le cadre des clauses d'agrément en cas de cession entre vifs ou de mutation en cas de décès, ainsi que l'exclusion ou le retrait obligatoire d'un associé ne peuvent être décidées qu'à la majorité des voix dont disposent tous les associés ;
- ne pourront être modifiées qu'à l'unanimité des associés les clauses visées à l'article L. 227-19 du Code de commerce, le cas échéant, ainsi que toutes les décisions entraînant une augmentation des engagements des associés et celles pour lesquelles la loi impose l'unanimité.

ARTICLE 20 – EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée de douze mois. Il commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice social commence avec la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2011.

ARTICLE 21 – COMPTES ANNUELS

Le Président tient une comptabilité régulière des opérations sociales, arrête les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés, conformément aux lois et usages du commerce, et établit le rapport de gestion.

L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale des associés approuve les comptes de l'exercice écoulée dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 22 – RESULTATS SOCIAUX

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale des associés peut prélever toutes sommes qu'il/elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont il/elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La part de chaque associé dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

ARTICLE 23 – CONTROLE DES COMPTES

Les commissaires aux comptes titulaires et suppléants sont nommés et exercent leur mission conformément à la loi.

ARTICLE 24 – COMITE D'ENTREPRISE

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

ARTICLE 25 – CLAUSE DE NON DEBAUCHAGE ET DE NON DEMARCHAGE

Tout associé s'engage formellement, le jour où il n'exercera plus aucune fonction au sein de la Société ou de l'une quelconque des sociétés Cyrus Conseil, Groupe Cyrus Conseil ou l'une de leurs filiales, quand bien même il cesserait d'être associé, et pour une période de deux (2) ans à compter de cette date :

- à ne pas recruter sur le territoire européen comme salarié, ni utiliser, directement ou indirectement, les employés, sous agents, associés, ainsi que les anciens employés, anciens sous agents, anciens associés de la Société, de la société Cyrus Conseil, de la société Groupe Cyrus Conseil ou de l'une de leur filiale en fonction ou ayant cessé leurs fonctions au sein de l'une de ces sociétés depuis moins de deux (2) ans,
- à ne pas, sur le territoire européen, démarcher, directement ou indirectement, en vue de lui proposer la souscription de produits et/ou services financiers et/ou patrimoniaux et/ou immobiliers, ni plus généralement travailler dans les domaines d'activités de la Société avec, l'un quelconque des clients de la Société ou des sociétés Cyrus Conseil ou Groupe Cyrus Conseil ou de l'une quelconque de leur filiale.

Le tout, sous peine de dommages et intérêts et de tout recours statutaires ou légaux aux fins de faire cesser l'infraction.

ARTICLE 26 – DISSOLUTION – LIQUIDATION

1. Hors les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, il y aura dissolution de la Société à l'expiration du terme fixé par les statuts, par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou, selon le cas, par décision de l'associé unique.

2. Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la Société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique,

sans qu'il y ait lieu à liquidation. Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la Société en offre et si elles ont jugées suffisantes. La transmission de patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

3. En cas de pluralité d'associés, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément aux dispositions du Livre II du Code de commerce et des décrets pris pour son application.

Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

ARTICLE 27 – CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés, ou entre un associé et la Société, sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

II. NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT

Le premier Président de la Société, nommé pour une durée de 3 ans, est la société CAP 50, société à responsabilité limitée unipersonnelle au capital de 490 100 euros, dont le siège social est sis 153 boulevard Haussmann, 75008 Paris, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 520 372 913, représentée par Monsieur Sacha Rubinski, son Gérant.

La société CAP 50 a d'ores et déjà fait savoir qu'elle acceptait ces fonctions et déclaré que rien ne s'y oppose.

III. NOMINATION DU PREMIER DIRECTEUR GENERAL

Le premier Directeur Général de la Société, nommé pour une durée de 3 ans, est la société Westhampton Patrimoine, société à responsabilité limitée à associé unique au capital de 5 000 euros, dont le siège social est sis 8 avenue des Chalets, 92210 Saint Cloud, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 524 081 452, représentée par Monsieur Fabien Leduc, son Gérant,

La société Westhampton Patrimoine a d'ores et déjà fait savoir qu'elle acceptait ces fonctions et déclaré que rien ne s'y oppose.

IV. NOMINATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sont nommés comme commissaires aux comptes, pour une durée de six exercices :

- titulaire : KPMG SA, 1 cours Valmy, 92923 Paris La Défense cedex ;
- suppléant : Isabelle Goalec, KPMG AUDIT, 1 cours Valmy, 92923 Paris La Défense cedex.



V. JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

VI. ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Un état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation, avec l'indication, pour chacun d'eux, de l'engagement qui en résulterait pour la Société, a été présenté aux associés avant la signature des présents statuts.

Ledit état est ci-après annexé.

Les associés approuvent chacun de ces actes et reconnaissent que chacun des engagements et opérations en résultant sera réputé avoir été souscrit dès l'origine par la Société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

VII. ENGAGEMENTS A PRENDRE POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE

Les associés donnent mandat à la société CAP 50 de prendre les engagements suivants au nom et pour le compte de la Société :

- payer toutes charges et, plus généralement, souscrire et passer tous actes entrant dans l'objet social et conformes à l'intérêt social de la Société, à l'exclusion de ceux pour lesquels, une autorisation de la collectivité des associés est nécessaire,
- le cas échéant, régler les différents frais relatifs à la constitution et à l'immatriculation de la présente société, signer tous actes et pièces y afférents, faire toutes déclarations nécessaires et accomplir toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société, et notamment signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social,

et généralement, au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

L'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés emportera, de plein droit, reprise par elle des desdits engagements.

VIII. FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présents statuts sont à la charge de la Société, portés aux frais généraux dès le premier exercice social et avant toute distribution de bénéfice. En attendant l'immatriculation de la Société, ils seront avancés si besoin est, par les associés ou l'un d'entre eux.

Statuts mis à jour

Après AGE du 5 Février 2013





1303490102

DATE DEPOT : 2013-04-15
NUMERO DE DEPOT : 2013R034870
N° GESTION : 2011B24773
N° SIREN : 538184128
DENOMINATION : ETERNAM
ADRESSE : 153 boulevard Haussmann 75008 Paris
DATE D'ACTE : 2013/01/18
TYPE D'ACTE : RAPPORT
NATURE D'ACTE :

Vincent REYNIER
COMMISSAIRE AUX COMPTES INSCRIT PRES LA COMPAGNIE DE PARIS
EXPERT-COMPTABLE INSCRIT AU TABLEAU DE L'ORDRE DE PARIS

ETERNAM

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 50 000 €

153, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS

538 184 128 RCS PARIS

Rapport du Commissaire aux apports chargé de décrire et d'apprécier les avantages particuliers

Assemblée générale du 5 février 2013

ETERNAM
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 50 000 €
153, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS
538 184 128 RCS PARIS

Rapport du Commissaire aux apports chargé de décrire et d'apprécier les avantages particuliers

Assemblée générale du 5 février 2013

Aux Associés,

En exécution de la mission de Commissaire aux apports chargé de décrire et d'apprécier les avantages particuliers accordés au Groupe Cyrus SAS, qui m'a été confiée par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Paris en date du 31 octobre 2012, j'ai établi le présent rapport prévu par les articles L225-147, L228-15 et R225-136 du Code de commerce.

Les caractéristiques des modifications statutaires devant vous être soumises sont présentées dans le projet de statuts modifiés et dans le projet des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 février 2013 de votre société, arrêtés par votre Président.

Il m'appartient de décrire et d'apprécier les avantages particuliers qui en découlent.

A cet effet, j'ai effectué mes diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

Le présent rapport vous est présenté selon le plan suivant :

1- Exposé de l'opération

2- Description des avantages particuliers

3- Diligences accomplies et appréciation des avantages particuliers

4- Conclusion

1. EXPOSE DE L'OPERATION

1.1. Société concernée

La société ETERNAM est une société par actions simplifiée dont le siège est fixé au 153 Boulevard Haussmann 75008 PARIS et qui est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 538 184 128.

Le capital de la société d'un montant de 50 000 euros est composé de cinq cent actions d'une valeur nominale de cent euros intégralement libéré.

Selon les statuts, la société a pour objet :

- ✓ Les transactions sur les immeubles de bureaux, d'habitation, fonds de commerce, murs de boutiques, murs d'hôtels, centres commerciaux, locaux d'activité, résidences services, vendus en bloc à un seul investisseur ou à une association d'investisseurs.
- ✓ Le courtage en crédit immobilier en lien avec ces transactions,
- ✓ Le conseil pour ce type de transactions,
- ✓ Et plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières, immobilières ou financières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, aux objets ci-dessus pouvant leur être utiles ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

La société a pour Président la SARL CAP 50 société à responsabilité limitée dont le siège est 153 Boulevard Haussmann – 75008 PARIS.

Elle ne fait pas appel public à l'épargne.

1.2. Contexte et description de l'opération envisagée

ETERNAM créée en 2011, est une société spécialisée dans les transactions immobilières.

Son chiffre d'affaires réalisé en 2011 (exercice d'un mois) s'est élevé à 836 K€ et le premier résultat net s'est établi à 247 K€.

Les capitaux propres de la société ressortiraient ainsi à fin 2011 à 297 K€.

Les éléments issus d'une situation comptable établie à fin Août 2012 et des estimations laissent escompter un chiffre d'affaires en augmentation et un résultat net bénéficiaire.

La distribution de dividendes réalisée à l'issue du premier exercice s'est élevée à 178 K€.

2. DESCRIPTION DES AVANTAGES PARTICULIERS

2.1. Bénéficiaires des avantages particuliers

Le bénéficiaire des avantages particuliers décrits ci-après est nommément désigné aux articles 14.1 et 14.2 du projet de statuts devant être approuvé par l'Assemblée Générale.

Ce bénéficiaire est le Groupe Cyrus société par action simplifiée au capital de 2 518 989,25 euros dont le siège social est 153 Boulevard Haussmann – 75008 PARIS.

Elle est représentée par son Président Monsieur Meyer AZOGUI.

2.2. Description des avantages particuliers

Les avantages particuliers octroyés au bénéficiaire visent la gouvernance de la société.

Ils sont au nombre de deux. :

- ✓ Le pouvoir de ne pas avoir l'obligation d'informer la société des modifications de la répartition des actions composant le capital social ;
- ✓ Le pouvoir de ne pas être exclu en dérogation des dispositions visant les autres associés décrites à l'article 14.2 des statuts.

2.2.1. Pouvoir de ne pas être soumis à l'obligation d'informer les autres associés des modifications de la répartition du capital

L'article 14.1 des statuts de la société stipule que « Tout associé a l'obligation d'informer la société et chacun des autres associés de toute modification de la répartition des parts ou actions composant son capital entre les associés ou actionnaires qui les détiennent, étant expressément stipulé que le décès de l'un des associés ou actionnaires constituera une modification au sens du présent article 14 ».

La modification statutaire proposée dans le rapport du Président à l'Assemblée Générale du 5 février 2013 reprend l'article initial en y insérant : « à l'exception du Groupe Cyrus SAS ».

Ainsi, de facto, cet associé serait, en cas d'adoption des résolutions soumises à l'AGE, dispensé de son devoir d'information.

2.2.2. Pouvoir de ne pas être exclu

Dans la version des statuts constitutifs, l'article 14.2 stipule :

« L'exclusion d'un associé pourra être décidée par les associés, dans les conditions stipulées à l'article 14.4 dans les cas suivants :

- s'il s'agit du Président ou du Directeur Général, violation des dispositions de l'article 19.1 ;
- violation des dispositions de l'article 14.1 ;
- non respect de l'article 25 des statuts contenant une clause de non débauchage et de non démarchage ;
- modification de la répartition des parts ou actions composant le capital d'une société associée entre les associés ou actionnaires qui les détiennent (étant précisé en tant que de besoin qu'une augmentation de capital n'ayant pas pour effet de modifier cette répartition ne constituera pas un cas de mise en jeu de la procédure d'exclusion mais que le décès de l'un de ses associés ou actionnaires constituera une modification au sens du présent article 14) ;
- modification du contrôle d'un associé au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce ; à cet égard, tout associé dont le contrôle est modifié au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce doit, dès cette modification, en informer le Président de la Société ou, s'il est Président ou un associé personne morale contrôlé par le Président, l'ensemble des autres associés. »

La modification statutaire proposée dans le rapport du Président à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 février 2013 reprend en intégralité la rédaction initiale en y adjoignant in fine « étant expressément stipulé que la société Groupe Cyrus SAS ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une exclusion ».

Ainsi, si cette résolution soumise à l'AGE est adoptée, le Groupe Cyrus SAS, associé majoritaire ne pourra plus être exclu.

2.3. Incidence sur la situation des associés de la mise en place des avantages particuliers

S'agissant de mécanismes mis en place liés à l'organisation de l'actionnariat de la société, l'impact de ces avantages particuliers sur la situation financière de la société n'appelle pas de commentaire de ma part.

3. DILIGENCES ACCOMPLIES ET APPRECIATION DES AVANTAGES PARTICULIERS STIPULES

3.1. Diligences accomplies

A l'effet d'apprécier les avantages particuliers tels que décrits ci-dessus, j'ai notamment mis en œuvre les diligences suivantes :

- ✓ Prise de connaissance générale de l'opération par revue de la documentation juridique ;
- ✓ Entretien avec les conseils de la société ;
- ✓ Compréhension et appréciation des avantages particuliers ;
- ✓ Examen du projet de rapport du Président et du projet de statuts dont l'adoption est proposée aux associés devant se réunir en assemblée générale le 5 février 2013 ;
- ✓ Synthèse et établissement de mon rapport.

J'ai effectué les vérifications que j'ai estimées nécessaires pour apprécier la consistance de l'opération envisagée.

3.2. Appréciation des avantages particuliers

Selon la doctrine professionnelle applicable à cette mission, il ne m'appartient pas de juger le bien-fondé de l'octroi d'avantages particuliers. Ma mission consiste à fournir une information complète et objective de la nature de ces avantages et à m'assurer que ceux-ci ne sont ni interdits par la Loi, ni contraires à l'intérêt de la société.

En vertu des dispositions de l'article R. 225-136 du Code de commerce, ma mission de Commissaire aux avantages particuliers a pour objectif de décrire et d'apprécier chacun des avantages particuliers. Compte tenu de la répartition du capital de la société, il apparaît que les avantages particuliers d'ordre non financiers accordés au bénéficiaire constitue la traduction d'une volonté de ce dernier de maintenir sa participation au sein de la société ETERNAM quelles que soient les éventuelles modifications pouvant intervenir au sein de la répartition de son propre capital.

S'agissant de dispositions visées à l'article L.227-19 du Code de commerce, l'unanimité des associés est requise pour procéder à l'octroi des avantages particuliers décrits dans ce rapport.

Les avantages particuliers stipulés présentés dans les documents qui vous sont présentés et en particulier le projet de statuts m'apparaissent suffisamment détaillés afin que vous puissiez vous prononcer en toute connaissance de cause sur les opérations qui vous sont proposées.

3.3. Valeur des droits particuliers accordés

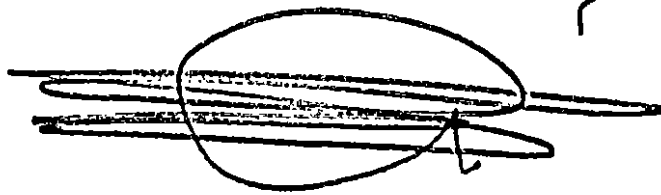
La valeur absolue des avantages particuliers susceptibles d'être octroyés n'est pas déterminable dans son montant.

4. CONCLUSION

Sur la base de mes travaux et à la date du présent rapport, les avantages particuliers octroyés rappelés ci-avant et explicitement exposés dans le rapport du Président et dans le projet de procès-verbal de l'Assemblée Générale en date du 5 février 2013, n'appellent pas d'observation de ma part.

Fait à Paris, le 18 janvier 2013

Le Commissaire aux apports

A handwritten signature in black ink, consisting of several horizontal strokes and a large loop, positioned below the text 'Le Commissaire aux apports'. There is a small 'r' character to the right of the signature.

Vincent REYNIER

Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris

1

2

3

4



1303490101

DATE DEPOT : 2013-04-15

NUMERO DE DEPOT : 2013R034870

N° GESTION : 2011B24773

N° SIREN : 538184128

DENOMINATION : ETERNAM

ADRESSE : 153 boulevard Haussmann 75008 Paris

DATE D'ACTE : 2013/02/05

TYPE D'ACTE : PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

NATURE D'ACTE :

MB 24973

ETERNAM

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 50 000 EUROS

SIEGE SOCIAL : 153 BOULEVARD HAUSSMANN

75008 PARIS

538 184 128 RCS PARIS

PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE EN DATE DU 5 FEVRIER 2013

PF
RA 18/11/13
df

Greffier du Tribunal de Commerce de Paris
M R
15 AVR. 2013
N° DE DÉPÔT 34870

L'an deux mil treize,
et le cinq février,
à quinze heures trente minutes,

les actionnaires de la société se sont réunis en assemblée générale extraordinaire au siège social, sur convocation faite par le président, par lettre simple en date du 22 janvier 2013.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émarginée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance.

La société CAP 50, représentée par son représentant légal, Monsieur Sacha Rubinski, préside la séance en sa qualité de Président de la société.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par le président, permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent les 500 actions composant le capital.

En conséquence, l'assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement.

L'assemblée générale constate que KPMG SA, commissaire aux comptes, absente excusée, a été régulièrement convoqué par lettre recommandée avec accusé de réception en date du 22 janvier 2013.

Monsieur le président dépose sur le bureau et met à la disposition des actionnaires :

- la feuille de présence à l'assemblée,
- les copies des lettres de convocation,
- la copie et les récépissés postaux de la lettre recommandée de convocation adressée au commissaire aux comptes,
- le rapport de gestion du président,
- le rapport du commissaire aux avantages particuliers,
- les statuts de la société,
- le texte des résolutions proposées.

✓ F.2

Puis Monsieur le président déclare que le rapport de gestion du président, le rapport du commissaire aux avantages particuliers, la liste des actionnaires, le texte des résolutions proposées, ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les règlements, ont été tenus à la disposition des actionnaires, au siège social, à compter de la convocation de l'assemblée.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Monsieur le président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Modification des articles 14.1 et 14.2 des statuts,
- Pouvoirs pour formalités.

Monsieur le Président donne lecture du rapport de gestion du président. Puis il fait donner lecture du rapport du commissaire aux avantages particuliers.

Enfin il déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, Monsieur le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Président décide de modifier comme suit les articles 14.1 et 14.2 des statuts :

« 14.1 Obligation d'information à peine d'exclusion

Tout associé, à l'exception de Groupe Cyrus SAS, a l'obligation d'informer la Société et chacun des autres associés de toute modification de la répartition des parts ou actions composant son capital entre les associés ou actionnaires qui les détiennent, étant expressément stipulé en tant que de besoin que le décès de l'un de ses associés ou actionnaires constituera une modification au sens du présent article 14. »

« 14.2 Exclusion d'un associé

L'exclusion d'un associé pourra être décidée par les associés, dans les conditions stipulées à l'article 14.4, dans les cas suivants :

- s'il s'agit du Président ou du Directeur Général, violation des dispositions de l'article 19.1 ;
- violation des dispositions de l'article 14.1 ;
- non respect de l'article 25 des statuts contenant une clause de non débauchage et de non démarchage ;
- modification de la répartition des parts ou actions composant le capital d'une société associée entre les associés ou actionnaires qui les détiennent (étant précisé en tant que de besoin qu'une augmentation de capital n'ayant pas pour effet de modifier cette répartition ne constituera pas un cas de mise en jeu de la procédure d'exclusion mais que le décès de l'un de ses associés ou actionnaires constituera une modification au sens du présent article 14) ;

8

F.L

- 130
- modification du contrôle d'un associé au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ; à cet égard, tout associé dont le contrôle est modifié au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce doit, dès cette modification, en informer le Président de la Société ou, s'il est Président ou un associé personne morale contrôlé par le Président, l'ensemble des autres associés ;

étant expressément stipulé que la société Groupe Cyrus SAS ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une exclusion. »

Le reste de l'article 14 est sans changement.

Cette résolution, mise aux voix, est acceptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

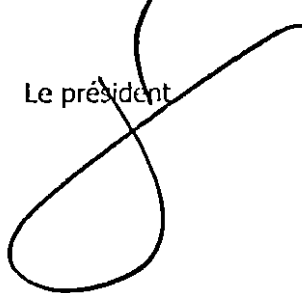
L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès verbal, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, le président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès verbal qui, après lecture, a été signé par le président et un actionnaire.

Le président



Un actionnaire

